



MILDT

Rubrique : actualités - Date : jeudi 26 septembre 2002

« La mission contre la drogue perd sa tête » titre Libération qui affirme que « le gouvernement a décidé de débarquer Nicole Maestracci, présidente de la MILDT » et que Matignon « lui a demandé d'assurer la continuité de l'Etat le temps de nommer un successeur ». D'après un « proche du dossier » « Matignon peine à trouver un remplaçant » en effet assure ce proche « il lui faut être crédible chez les médecins, les associations, et les policiers des stups, et surtout faire consensus entre les ministères de l'intérieur, de la justice et de la santé » ce qui, d'après le journal, « était précisément le profil de Nicole Maestracci ». Estimant qu'au « delà des personnes c'est le devenir d'une politique nouvelle qui est en jeu ».le quotidien interroge : « va t-on ou non revenir sur l'intégration de l'alcool et du tabac dans le dispositif de lutte et de prévention des drogues ? , la MILDT va t-elle conserver son statut interministériel(&) ? ». Libé qui indique qu' « autour de N. Maestracci, la société avait pris conscience des dangers des « drogues licites », s'appuie sur l'enquête d'opinion Eropp pour observer qu'« une large majorité des Français est désormais convaincue que le tabagisme (61,7%) et l'abus d'alcool (70,4%) sont des dangers plus grands pour la société que l'usage de substances illicites » alors que « parallèlement la moitié des Français continuent de juger « dangereuse » l'expérimentation du cannabis » avec une image de l'ecstasy qui « s'est dégradée ». Considérant que dès lors « il n'y a donc pas eu de banalisation de l'image des drogues » même si depuis 10 ans la consommation du cannabis s'est étendue, Matthieu Ecoiffier estime que pour une partie de la majorité « un discours réaliste fondé sur des données scientifiques reste par trop incitatif » et que c'est là « le procès implicite fait à la MILDT et à sa présidente ». Le journaliste qui assure « au gouvernement on souhaite marteler le discours du « non à la drogue » et on estime que Nicole Maestracci ne pouvait plus le porter » affirme qu' « aucun des candidats à sa succession ne fait l'unanimité » tout en avançant le nom de Bernard Leroy magistrat, en poste au PNUCID que « pousse » le ministère de l'Intérieur, mais aussi celui de William Lowenstein, médecin, « adepte du tout substitution, qui a ses entrées à l'Elysée » et « estime désormais « hors de question » de débattre de la dépénalisation de l'usage de cannabis ».